

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 24935**

Intitulé

MASTER : MASTER à finalité professionnelle - Droit, Economie, Gestion - Mention : Droit privé - Spécialité : Droit Européen des Affaires

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Université Nice Sophia Antipolis Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université Nice Sophia Antipolis, Recteur de l'académie de Nice

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master 2 DEA, rattaché au Centre d'Excellence Jean Monnet de l'UNS, a pour objectif de former des juristes spécialisés de haut niveau, capables de comprendre le monde des affaires en dehors de l'approche purement normative. Il s'agit de valoriser la position des certifiés dans le monde du travail, de rendre leur formation plus attractive car mieux ajustée aux besoins du marché et de faire en sorte qu'ils soient opérationnels dans les meilleurs délais.

Les cadres ainsi formés pourront notamment exercer les activités suivantes :

Rechercher et analyser des documents juridiques et financiers nécessaires au traitement d'une affaire ;

Faire un travail de synthèse en vue de la constitution d'un dossier ;

S'adresser aux institutions, organes et organismes de l'Union, à leur siège ainsi qu'à leurs représentations en France ;

Identifier, dans un dossier, les éléments de rattachement au droit européen, qui détermineront le traitement adéquat des problèmes juridiques en cause ;

Identifier les voies contentieuses et non contentieuses pour régler les différends relatifs aux affaires européennes ;

Rédiger des textes juridiques et soutenir une conversation argumentée en anglais

Déterminer les règles applicables aux entreprises et aux collectivités publiques concernant leurs activités relevant du droit européen ;

Exploiter la jurisprudence des juridictions européennes et nationales ;

Rechercher et prendre en compte les opinions doctrinales ;

Recenser les possibilités de financements européens.

Compétences développées :

Assister un juriste expérimenté dans la préparation d'un recours devant une juridiction nationale ;

Assister un juriste expérimenté dans la préparation d'un recours devant le Tribunal ou la Cour de justice de l'Union Européenne ;

Appuyer des initiatives en matière de relations publiques en direction des autorités nationales et des institutions, organes et organismes de l'Union susceptibles d'influer sur les affaires ;

Contribuer à la préparation d'un dossier de candidature en vue de l'obtention de financements européens ;

Utiliser les plateformes en ligne pour le règlement non contentieux des affaires (Médiateur européen, droit de pétition devant le Parlement européen, saisine du Centre européen des consommateurs, SOLVIT, Fin Net...)

Participer à l'élaboration de dossiers anti-dumping en matière d'import/export;

Assister les entreprises et les administrations à se conformer au droit de l'Union dans l'exercice de leurs activités et à tirer pleinement profit des opportunités que leur offre la construction européenne

Accompagner les entreprises y compris celles du secteur financier et les collectivités dans la gestion des contrats d'affaire ;

Procéder à la veille juridique et mettre à jour des actes ou formulaire;

Rédiger et vérifier un acte juridique si nécessaire en langue anglaise

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Tant le secteur public que le secteur privé sont accessibles aux détenteurs du master 2 DEA, étant donné que le diplôme porte à la fois sur des matières relevant du droit public et du droit privé.

S'agissant du secteur public, on mentionnera l'administration de l'Etat mais aussi celles des collectivités territoriales ainsi que les établissements publics (ex : chambres de commerce et d'industrie et les différents agences nationales). Des opportunités d'embauche peuvent, plus rarement, s'offrir dans l'administration européenne.

Les débouchés professionnels dans le secteur privé se caractérisent par leur multiplicité et leur grande diversité : cabinets d'avocats, de conseils, de relations publiques, organisations professionnelles, entreprises (grands groupes, PME) opérant dans tous les secteurs professionnels.

A cela, il faut ajouter le milieu associatif qui défend de plus en plus des intérêts relevant du droit européen des affaires et/ou cherche à bénéficier d'aides et de financements européens.

Enfin, il faut préciser que s'agissant d'un master 2 qui permet d'acquérir une spécialisation dans un droit commun à 28 Etats, les

diplômés pourront répondre à des emplois proposés dans les différents pays de l'Union européenne. Le processus de Bologne, la reconnaissance mutuelle des diplômes au niveau européen et la libre circulation des personnes et des services concourent à la concrétisation de cette opportunité.

Les titulaires du diplôme peuvent exercer dans les emplois suivants :

- Juriste dans un cabinet d'avocat d'affaires ;
- Juriste d'entreprise ;
- Consultant en affaires européennes ;
- Spécialiste en relations publiques européennes ;
- Chargé de projet dans une entreprise, une collectivité territoriale ou une association ;
- Responsable administratif au sein d'un service contentieux ;
- Gestionnaire de financements européens dans une administration, une entreprise ou une association.

Codes des fiches ROME les plus proches :

- E1103 : Communication
- H1102 : Management et ingénierie d'affaires
- K1802 : Développement local
- K1903 : Défense et conseil juridique
- M1205 : Direction administrative et financière

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont les Unités d'Enseignements décrites dans la liste ci-après.

Ces unités peuvent être acquises par la formation ou la validation des acquis (VAE)

Le master se compose de deux semestres de master 1 et deux semestres de master 2.

En Master 1, les contenus pédagogiques des UE assurent un socle commun en droit international et européen : droit du commerce international, droit international privé, fiscalité internationale, contentieux communautaire, droit des financements internationaux, contentieux international, droit des affaires européennes, grands problèmes juridiques internationaux.

NB le Master 2 DEA, se situe également dans le prolongement du Master 1 « Droit économique et des affaires » dont les contenus pédagogiques portent sur le droit des affaires y inclus les aspects européens.

En Master 2, la formation comprend des enseignements théoriques et pratiques, dispensés par des universitaires et des professionnels, de fin septembre à la mi-avril. Ils sont complétés par un stage d'une durée minimale de trois mois en cabinet, en entreprise, dans des administrations ou en milieu associatif, effectué en France ou à l'étranger. Un rapport de stage doit être remis au plus tard fin septembre.

La formation académique se déroule dans le cadre suivant :

S1 - UE Fondamentale :

- Droit approfondi du marché intérieur
- Droit européen des sociétés
- Trade defence (*en anglais*)
- Eléments d'analyse financière
- Anglais professionnel

UE de Spécialisation (2 matières à choisir sur 3) :

- Protection des consommateurs
- Droit européen des services financiers
- Droit approfondi de la concurrence et droit de l'insolvabilité
- Optionnel : Introduction au droit de l'Union européenne

S2 - UE Fondamentale :

- Pratique de la négociation internationale (*en anglais*)
- Procédures et contentieux applicables aux affaires européennes
- Droit international et européen de la propriété intellectuelle,

UE de Spécialisation (2 matières à choisir sur 3) :

- Réglementation environnementale,
- Financement et aides de l'Union européenne
- Droit européen des contrats publics,
- Anglais professionnel (15h)

Le stage et la formation in situ associée tiennent une place fondamentale. En témoigne la forte pondération du rapport de stage auquel le règlement d'examen affecte 100 points sur un total de 340.

Le bénéfice de l'acquisition d'une composante (unité) par la VAE ou par la formation est illimité.

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA
CERTIFICATION

QUINON

COMPOSITION DES JURYS

Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie pédagogique le permet
Après un parcours de formation continue	X	Idem que pour le statut d'étudiant
En contrat de professionnalisation	X	Idem que pour le statut d'étudiant
Par candidature individuelle	X	Possible pour tout ou partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE	X	Le jury est composé d'enseignants - chercheurs et professionnels.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux accréditations de l'Université de Nice à délivrer les diplômes nationaux n° **20080931**

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013 articles R.613-33 à R.613-37.

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE).
<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques/>

Autres sources d'information :

Université Sophia Antipolis (Nice) (UNS) : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [nice]
[Université de Nice Sophia-Antipolis](http://unice.fr)

Lieu(x) de certification :

Ministère chargé de l'enseignement supérieur : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [Nice]
 Institut du Droit de la Paix et du Développement – Avenue du doyen Louis Trotabas – 06050 Nice Cedex1

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Institut du Droit de la Paix et du Développement – Avenue du doyen Louis Trotabas – 06050 Nice Cedex1

Historique de la certification :

le Master 2 DEA a été créé en 2012.